

Ce piège que s'auto-prépare la droite avec un programme économique hémiplégique : réduire les dépenses publiques c'est bien, penser à écouter les victimes de la mondialisation ça ne l'est pas moins



En publiant sur Internet les grandes lignes de son projet économique pour 2017, Nicolas Sarkozy a renoué avec les traditionnels poncifs de la droite, basés sur une baisse des dépenses publiques et des impôts. Mais l'ancien chef de l'Etat semble passer à côté du diagnostic de l'économie française.

Avec Guillaume Sarlat
Avec Christophe Bouillaud
Avec Nicolas Goetzmann

**Atlantico : Dans un article publié sur LinkedIn le 30 mars, Nicolas Sarkozy dévoile les grandes lignes d'un programme économique en vue de l'élection présidentielle de 2017. 100 milliards de baisse de dépenses publiques, non remplacement d'un fonctionnaire sur deux afin de réduire les effectifs de la fonction publique de 300 000 personnes, baisse d'impôts de 25 milliards dès l'été 2017... En quoi le diagnostic qui se dégage de ce programme économique est-il, ou non, pertinent ?**

**Guillaume Sarlat :** Tout d'abord, le "programme économique" rendu public hier par Nicolas Sarkozy est très étonnant dans sa forme. Pourquoi une publication sur LinkedIn, qui ne se prête pas à ce type d'annonce ? Et pourquoi une forme à la fois ni courte et percutante, ni longue et détaillée ?

Dans ce "programme", le diagnostic tient en une phrase seulement : manque de compétitivité, excès de dette publique, excès des prélèvements obligatoires et de normes. C'est très peu. Et avec ce diagnostic sommaire, Nicolas Sarkozy n'identifie pas les causes profondes des difficultés françaises, mais il se concentre sur les symptômes.

Avec le "manque de compétitivité", on peut imaginer que Nicolas Sarkozy vise la désindustrialisation, la dégradation du commerce extérieur et les pertes de parts de marché de l'économie française. Mais à quoi ces phénomènes sont-ils dus ? Des coûts trop élevés ? Ou des produits mal positionnés et une innovation insuffisante ? On ne sait pas. Et donc on imagine que Nicolas Sarkozy parle des coûts. Ce qui n'est pas le problème principal aujourd'hui.

L' "excès de dette publique" n'est pas non plus le mal en lui-même, mais un symptôme. La dette publique n'est pas bonne ou mauvaise par essence, ce qui importe c'est de savoir à quoi elle sert. Ce dont Nicolas Sarkozy ne dit rien. C'est pourtant là que réside l'un des problèmes majeurs de la France : la dette publique française ne sert pas à investir dans l'avenir du pays, mais à financer un Etat Samu social qui vient tenter de traiter les conséquences des déficiences économiques. Et c'est la même confusion pour les

---

prélèvements obligatoires : s'ils sont si élevés en France, ce n'est pas par erreur mais pour financer un Etat social qui ne cesse de grossir face aux difficultés économiques.

Donc non, le diagnostic de Nicolas Sarkozy n'est malheureusement pas pertinent.

**Christophe Bouillaud** : Comme je ne suis pas économiste, je ne saurais dire si le diagnostic lié à ce programme est pertinent ; en revanche, comme politiste, je suis frappé par son caractère banal pour un programme de droite des années 2000-2010 en France, inspiré par un néo-libéralisme pour le moins grossier. C'est vraiment du "*back to basics*" comme on dit en anglais : pas de dépenses publiques, pas de fonctionnaires, pas d'impôts et surtout pas d'impôts sur la fortune, voilà bien un idéal de droite depuis au moins les années précédant la Guerre de 1914. Il n'y a aucune justification pragmatique à ce programme autre que l'affichage de l'antiétatisme de la bourgeoisie d'affaires la moins inventive. Le chiffre de "100 Milliards" de baisse des dépenses publiques d'où vient-il en effet, sinon d'un fétichisme du chiffre "100" destiné à faire bonne impression sur ces gogos d'électeurs? Pourquoi ne pas baisser de 95 milliards ou de 109 après tout si cela correspondait à des choix précis et justifiés? Et pourquoi baisser les remplacements des départs en retraite à 1 sur 2 ? On pourrait tout aussi bien dire 1 sur 4, 1 sur 10, ou même zéro remplacement, puisqu'il est bien connu de certains électeurs que les fonctionnaires ne produisent rien, et donc qu'on pourrait totalement s'en passer. Ces chiffres ne correspondent à aucune réflexion approfondie sur le rôle de l'Etat dans une société développée, sur la réalité des gains de productivité, possibles ou impossibles, dans les fonctions de l'Etat ou des collectivités locales, mais simplement à un fantasme de la part de certains électeurs favorisés de ne pas payer d'impôts qu'il faut flatter.

**Nicolas Goetzmann** : Selon les derniers chiffres de l'INSEE, en 2015, les dépenses publiques françaises représentaient 56,8% du PIB, les prélèvements obligatoires occupent quant à eux 44,5% du PIB tandis que la dette publique, au sens de Maastricht, s'affiche à 97,5% de la richesse nationale. Sur la base de ce simple constat, et en se comparant à d'autres pays, il apparaît que le poids de la dette, des déficits, des prélèvements obligatoires sont donc hypertrophiés en France. Mais c'est la question du diagnostic qui se pose alors, sur le lien de causalité. Est-ce que ces chiffres sont la cause du mal économique qui frappe la France ou s'agit-il de simples symptômes ?

En dévoilant un tel programme, Nicolas Sarkozy semble pencher vers la première idée, celle du lien de causalité, les fortes dépenses publiques, la dette, la fiscalité, provoquent la faible croissance. Sur cette base, les propositions sont logiques, et on agit directement sur la réduction des dépenses, des impôts et de la dette, et la croissance fera alors son retour, et la création d'emploi avec elle.

Pourtant, depuis 2008, c'est bien la situation inverse qui peut être démontrée. Cette question de dépenses publiques est légitime, mais si on veut l'affronter avec efficacité, il va falloir frapper sa cause réelle, c'est-à-dire la croissance. Pour s'en persuader, il suffit de regarder le résultat dans les pays qui ont procédé à de larges ajustements budgétaires, comme l'Espagne, le Portugal, ou la Grèce. Ces pays ont, par ces actions, démolé leur propre croissance, ce qui a, en fin de course, encore aggravé la situation de leurs comptes publics. Le remède participe au mal. Si l'objectif de Nicolas Sarkozy est de parvenir à réduire l'endettement, la fiscalité, et les déficits, alors l'efficacité se trouvera dans une politique de croissance, c'est-à-dire en se tournant vers la politique européenne, et principalement vers la Banque centrale européenne.

**Selon un article publié par le politologue américain Dani Rodrik, deux éléments de clivage façonnent aujourd'hui la vie politique : clivage identitaire et clivage inégalitaire. En quoi le programme économique porté par Nicolas Sarkozy permet de répondre au clivage inégalitaire ?**

**Guillaume Sarlat** : Cette grille de lecture est très juste : la scène politique, notamment en France, est en effet en train de se recomposer entre ceux qui privilégient, dans leurs diagnostics et leurs propositions, le clivage identitaire, et ceux qui se structurent autour du clivage inégalitaire ou social.

Cette recomposition est en train de supplanter le clivage traditionnel gauche/droite. Elle favorise le Front national, qui a un positionnement clair (priorité au clivage identitaire). Elle est en revanche très destructrice pour le Parti Socialiste et Les Républicains, qui sont en risque fort de se scinder chacun à moyen terme en deux, suivant cette nouvelle ligne de partage.

Avec ce programme économique qui est une caricature de la pensée unique économique française des 30 dernières années, Nicolas Sarkozy manque totalement le clivage inégalitaire. Techniquement, en se contentant des symptômes et d'une analyse en surface, Nicolas Sarkozy, s'il était élu, ne ferait que perpétuer la politique *low cost/low innovation* de tous ses prédécesseurs et de lui-même. Et politiquement, ce programme est contre-productif : tous les Français ont bien compris après 30 ans de cette politique et l'apothéose Hollande/Valls depuis quatre ans que cette politique non seulement ne fonctionnait pas, mais qu'elle était facteur d'un stress et d'une précarité encore plus grands.

Nicolas Sarkozy est donc tombé dans le panneau de la tactique de François Hollande. Celui-ci, avec sa politique économique conservatrice et inégalitaire camouflée sous les traits du libéralisme, le pousse à la surenchère, alors même que, comme les sondages le montrent, son électorat ne l'attend pas ici.

La seule stratégie gagnante pour Nicolas Sarkozy, et qui accessoirement serait également gagnante pour la France s'il était élu, serait de construire une politique différente, qui rompe avec la politique de ces 30 dernières années en proposant des réformes de structure ambitieuses notamment sur l'innovation, l'investissement, les banques, la prise de risque individuelle ou encore la gouvernance des entreprises.

Malheureusement, tel qu'il est aujourd'hui entouré et notamment avec le rôle qu'il a donné à Eric Woerth, Nicolas Sarkozy est condamné pour l'instant à ânonner ce type de programme.

**Christophe Bouillaud** : L'analyse de Dani Rodrik rejoint celle établie dès le milieu des années 1990 par Herbert Kitschelt, qui expliquait que la lutte politique s'organisait sur deux axes : sur une opposition de classe autour du rôle souhaitable de l'Etat et du Marché, et sur une opposition de valeurs autour de l'ouverture ou non au monde et aux droits des minorités (sexuelles par exemple). De ce point de vue, le programme de N. Sarkozy se place pour l'instant complètement du côté du marché sur le premier axe. Son

texte publié sur LinkedIn est d'ailleurs limpide : seule l'entreprise (privée) et ceux qui y travaillent ou aspirent à y travailler (étudiants, chômeurs) créent de la richesse et de l'avenir, le reste de la société (fonctionnaires des trois fonctions publiques, retraités du secteur privé ou public, personnes inactives, handicapées, etc.) n'est même pas cité ou invité à formuler les solutions. C'est très *vintage* "années 1980" en somme. Quand on propose la suppression de l'impôt sur la fortune ou une baisse de 10% des impôts pour tout le monde, riches et pauvres, il ne fait guère de doute que l'on ne risque guère de réduire les inégalités. 10% de moins d'impôts pour un cadre supérieur d'une grande banque ne fait pas exactement le même effet sur la répartition des richesses que les mêmes 10% pour un "smicard" (pour autant d'ailleurs que ce dernier paye des impôts sur le revenu : 10% de zéro égale zéro).

Un néolibéral vous répondra par le mantra "*Trickle Down economics*" - ce qui profite aux riches qui s'enrichissent finit par profiter aux pauvres par "ruissellement de la richesse". Or, à moins d'être vraiment très idéologue – et soi-même sans doute assez riche pour être du bon côté de la barrière –, et de penser par ailleurs que l'OCDE est devenu un nid d'économistes gauchistes, il faut bien constater que les inégalités de revenus et encore plus de patrimoine ont augmenté dans tout le monde occidental à partir du jour où l'Etat a moins joué son rôle de redistribution par l'impôt. Or ce que propose Nicolas Sarkozy pour 2017, c'est exactement la poursuite de ce mouvement anti-redistributif commencé dans les années 1980 par Ronald Reagan et Margaret Thatcher, rien de plus, rien de moins.

**Nicolas Goetzmann** : Il s'agit là du décalage inexplicable entre l'électorat de Nicolas Sarkozy et le programme économique proposé. Les sondages révèlent une différence marquée entre la sociologie de l'électorat des autres candidats de la primaire de la droite et celle de l'électorat de Nicolas Sarkozy. Bruno Le Maire et Alain Juppé engrangent beaucoup de soutiens parmi les catégories supérieures, les professions libérales et les retraités. A l'inverse, Nicolas Sarkozy apparaît comme un candidat recueillant les [suffrages des ouvriers, des employés, ou des jeunes](#). Il s'agit du clivage traditionnel entre "France d'en haut" et "France d'en bas". Malgré cette opposition sociologique, les programmes économiques proposés par les candidats de la primaire de la droite sont sensiblement les mêmes, et ne répondent pas à cette idée de clivage inégalitaire. Or, une politique de restriction des dépenses publiques a pour effet de réduire la croissance, et donc de fragiliser ceux qui sont le plus proches d'un licenciement, d'empêcher les chômeurs de retrouver un emploi, de freiner les hausses de salaire. Le décalage entre électorat et offre politique est flagrant.

Dans ce cas de figure, l'exemple de Donald Trump est assez intéressant. Le succès du candidat populiste américain repose sur sa capacité à aborder ces deux thématiques évoquées par Dani Rodrik, identitaire et inégalitaire ; et il ne s'agit pas ici de traiter de la pertinence des solutions proposées, mais du terrain qui est occupé politiquement. A l'inverse, le programme économique de Nicolas Sarkozy n'aborde pas ces problématiques actuelles, qui sont pourtant massivement traitées par la recherche économique depuis la crise de 2008. C'est-à-dire la question de la croissance des inégalités, qui repose elle-même sur une [multiplicité](#) de facteurs ; la mondialisation, les nouvelles technologies, la faible croissance, la polarisation de l'emploi, etc. Pourtant, il s'agit là d'un boulevard pour un candidat de droite.

## **Que peut-on attendre en termes "d'accueil" d'un tel programme par l'électorat de droite et du centre ? Quels peuvent en être les effets au regard de la concurrence politique qui se profile à l'horizon 2017 ?**

**Guillaume Sarlat** : Ce programme est tellement attendu et sans surprise qu'il va avoir très peu d'impact médiatique et politique et rester sans doute très peu de temps à l'affiche. On pourrait donc se dire que c'est une erreur sans conséquence pour Nicolas Sarkozy.

Mais ce n'est pas le cas. Car, pour reprendre les termes de Rodrik, en ratant la question inégalitaire, Sarkozy va être obligé de reporter toutes ses forces, s'il veut l'emporter à la primaire et à la présidentielle, sur la question identitaire. Et là, l'écueil, bien entendu, c'est le Front national, qui est nativement positionné sur ce créneau et avec lequel il va se retrouver en concurrence frontale.

La première conséquence concrète de ce programme économique très faible est donc que Nicolas Sarkozy ne peut plus gagner la présidentielle, car il perd avec ce programme le combat social, et qu'il ne peut pas gagner le combat identitaire face au Front national.

La seconde conséquence, c'est qu'il se prive, et qu'il prive les Français, d'une magnifique occasion de recomposer la scène politique française. S'il venait devant les Français avec un programme économique ambitieux et transformateur, il pourrait être un acteur et un gagnant de la recomposition politique française à venir dont nous parlions plus haut. Alors qu'avec ce programme économique, il se condamne et il condamne son parti non seulement à être spectateur de la recomposition, mais à en être l'une des victimes, pris en étau entre le PS et le FN.

**Christophe Bouillaud** : Le programme de N. Sarkozy me semble bien correspondre aux aspirations de ce qu'on pourrait appeler la "droite orléaniste" par référence à la vieille tripartition de l'historien des droites René Rémond, à toutes ces personnes qui gagnent assez bien leur vie ou qui disposent d'un patrimoine suffisant pour penser qu'ils ne font que payer des impôts pour les autres et qui croient, de ce fait, que l'Etat social est donc au total inutile puisqu'eux-mêmes n'en profitent pas. La partie la plus aisée des retraités fait partie de la cible, même si en réalité ce sont là des citoyens qui "coûtent" beaucoup à la solidarité nationale par leurs soins de santé et éventuellement leur dépendance. Ce programme n'est d'ailleurs pas très différent de celui des autres grands concurrents de la primaire à droite : tout le monde à droite veut moins de fonctionnaires, moins de dépenses publiques, et bien sûr beaucoup moins d'impôts. A en juger par les sondages, ce programme néolibéral de baisse de la dépense publique et surtout des impôts risque d'être bien accueilli, tant qu'il ne précise pas trop quels services publics, nationaux ou locaux, vont disparaître ou être réduit à l'état de pure réalité de papier. C'est là un effet bien connu sur lequel jouent les politiques : faire croire qu'on peut avoir le même Etat, les mêmes services publics, avec un coût bien moindre. Ce n'est pas complètement un hasard si les effectifs ont cru depuis 30 ans dans les collectivités locales, tout simplement cela correspond à des fonctions, fortement demandeuses de main d'œuvre, que les gens veulent voir assurer : qui aurait envie de vivre dans une ville sans aucun service public ? Dans une ville qui n'investit pour rien ?

D'un point de vue plus général, la gauche au pouvoir devrait pouvoir profiter de l'irréalisme des promesses faites à droite. On en a déjà un bel exemple avec le fait que la gauche au pouvoir ne se prive pas de souligner que les problèmes de terrorisme sont entre autres causes liés à la suppression d'emplois dans la police pendant le quinquennat Sarkozy. Mais, comme elle-même, elle accepte la prémisse selon laquelle il faut réduire les dépenses publiques au nom des règles européennes, elle ne devrait cependant pas beaucoup en profiter – à moins qu'elle change d'ici 2017 de discours pour une vision plus volontariste de la croissance française, qui soulignerait enfin que ni les inégalités ni le retrait indiscriminé de l'Etat ne sont bons pour la société française. Un seul exemple : au lieu de faire une nième loi sur le marché du travail ("loi El Khomri"), avec un beau conflit social à la clé, il aurait été bien plus malin de faire en sorte que les tribunaux de prud'homme et leurs juridictions d'appel aient tout le personnel nécessaire pour traiter avec la plus grande célérité les causes portées devant eux. Peut-être que, du coup, et les patrons et les salariés s'en seraient mieux trouvés,

---

grâce à un Etat rendant la justice de manière plus efficace car mieux financée.

Quant au FN, il va être coincé entre sa vieille rhétorique boutiquière contre l'Etat et son "fiscalisme", et sa volonté nouvelle de défendre l'Etat afin de conquérir des électeurs parmi les salariés des trois fonctions publiques, déçus de la droite et de la gauche. Il va donc louvoyer.

Donc, pour l'instant, il n'est pas sûr qu'un débat fructueux et réaliste s'instaure sur la politique économique de la France après 2017. Mais il est possible que l'aggravation de la situation économique en Europe arrive enfin à faire en sorte de dépasser les recettes néolibérales déjà mille fois entendues.

**Nicolas Goetzmann** : A ce jour, c'est le Front national qui tente d'occuper le terrain des inégalités, c'est ce que peuvent révéler les sondages octroyant plus de 40% du vote ouvrier à Marine Le Pen. Si la droite se refuse à occuper ce terrain en termes de réformes proposées, ce sera un cadeau fait à la droite de la droite, alors même que la concurrence programmatique n'est pas très élevée. Lorsque le Front national parle de "protectionnisme intelligent", ou de référendum sur l'Union européenne et sur la zone euro, cela laisse quand même pas mal de place pour de véritables propositions économiques. On peut s'accorder sur un diagnostic, c'est-à-dire la dynamique inégalitaire qui frappe le pays, et s'opposer sur les réponses économiques à apporter.

De la même façon, et malgré sa forte perte de crédibilité tout au long de son quinquennat, il n'est pas à exclure que François Hollande revienne sur un discours proche de celui de 2012, celui du Bourget. C'est-à-dire un discours bien plus à gauche que le vallsisme actuel ; "mon ennemi c'est la finance", "l'emploi des jeunes", etc. Or, un tel discours aura une bien plus grande portée si les candidats de droite sont unanimes dans leur vision de l'économie, qui pourra facilement être qualifiée "d'ultralibérale" par la gauche. Ce serait bien plus compliqué, pour François Hollande, d'occuper un tel terrain si certaines thématiques sociales refaisaient surface à droite, la fracture sociale, un néo-séguinisme, néo-gaullisme social, et qui évincerait les questions relatives aux "assistés", à la baisse des allocations chômage, etc. Il suffit de constater le refus, très majoritaire à droite, de la loi El Khomri ([61% des sympathisants de droite sont opposés à cette loi](#)) pour se rendre compte qu'il existe un large espace politique pour une telle approche chez Les Républicains.

### **Plus largement, quels sont les points forts et les points faibles d'une telle vision économique ? Nicolas Sarkozy a-t-il tiré les leçons de la stagnation économique qui frappe le pays depuis 2008 ?**

**Guillaume Sarlat** : J'ai du mal à voir des points forts à ce programme économique de Nicolas Sarkozy ! Ce programme est notamment bien plus faible, sur le fond et en termes d'impact politique, que son projet politique de 2007, qu'il n'a pas appliqué mais qui avait le mérite d'une certaine cohérence en plaçant la valeur travail en son centre.

Là nous sommes en plein dans la pensée unique *low cost / low innovation* de ces 30 dernières années, qui a déjà fait tellement de dégâts en France. On sait donc déjà quels seront les effets de cette politique : court-termisme des investisseurs et des entreprises, appauvrissement et perte de substance du tissu industriel, prise en charge du coût social par l'Etat qui se désengage de la sphère économique, etc. Et donc *in fine* ce sera moins de croissance et plus de chômage et d'exclusion.

Mais soyons optimiste : il reste encore à Nicolas Sarkozy six mois avant la primaire, et un an avant la présidentielle, pour changer de programme économique. C'est matériellement assez, mais en aura-t-il le courage ? A suivre...

**Christophe Bouillaud** : De son point de vue, N. Sarkozy analyse visiblement la crise actuelle de la France comme une incapacité à réduire drastiquement la dépense publique. C'est une vision néolibérale des plus classiques – qui a d'ailleurs été reprise par la gauche de gouvernement depuis 2012. Elle n'a pas à être en adéquation avec le réel, parce que ce n'est pas cela qui compte dans la compétition électorale, mais seulement son adéquation avec la vision instinctive de la partie des électeurs qu'on entend séduire. De fait, même si les statistiques tendent à montrer que la partie la plus favorisée des Français a continué à s'enrichir pendant la crise économique depuis 2008 (contrairement au reste de la population), il est totalement illusoire de lui tenir un autre discours que celui de la "nécessaire" baisse des impôts. Cet effet risque d'ailleurs de se renforcer à mesure que les prétendants à la candidature à droite auront une image plus nette des électeurs susceptibles de venir participer à cet événement inédit. Si vous savez que le gros des votants à la primaire de la droite fait partie des CSP+, est âgé et a un fort patrimoine, il serait tout de même un peu idiot de leur promettre autre chose.

Bien sûr à force de ne pas s'occuper d'inégalités, à force de ne pas vouloir prendre en compte la situation de ceux qui ne payent pas d'impôts, faute de revenus suffisants, ils iront voir ailleurs. Le FN en particulier est totalement prêt à les accueillir.

**Nicolas Goetzmann** : Très largement au-delà du cas de Nicolas Sarkozy, ce qui peut frapper, c'est l'absence de vision économique de l'ensemble des acteurs politiques, au regard du contexte de crise actuel. Et pourtant, les enseignements de la grande récession de 2008 sont nombreux. En 2013, le [Brookings institute](#), très puissant *think tank* américain, pointait les dégâts causés par la mondialisation sur les revenus du travail, soit près de 4 points de PIB perdus pour les salariés américains. En 2013 toujours, les économistes [Frey et Osborne](#) ont donné un aperçu des dégâts potentiels sur l'emploi causés par la robotisation et l'automatisation des tâches ; à un horizon de 15 ans, 47% des emplois actuels sont susceptibles de disparaître. En 2015, ce sont également les [effets](#) de la technologie sur l'emploi qui ont été démontrés, c'est-à-dire une polarisation de l'emploi, qui favorise les emplois les plus qualifiés et les moins qualifiés, mais qui provoque un effondrement des emplois de moyenne qualification. D'autres, enfin, comme l'économiste [Branko Milanovic](#), indiquent que les classes moyennes ont connu une stagnation de leurs revenus au cours de ces dernières années. L'ensemble de ces études doivent permettre une prise de conscience politique des phénomènes qui sont aujourd'hui à l'œuvre, et qui constituent une véritable menace pour les classes moyennes et les classes populaires. Ces défis sont immenses et une réponse de long terme doit être apportée, une vision. Parce qu'un simple programme punitif sur les dépenses publiques ne permettra pas de répondre à de telles problématiques.